

La Mauritanie de 1930 à 1935: Entre le déficit structurel et les retombées de la crise des années «trente»*

MOHAMED SAID OULD AHMEDOU
Université de Nouakchott
Département d'Histoire

I- De Wall Street à l'Europe, de la France à l'Afrique: la dépression comme moment fort d'une crise en gestation.

A°/ Le détonateur de crise , l'Afrique dans la tourmente.

En 1929 une crise financière aux USA devient mondiale et met en exergue la vulnérabilité des économies libérales. Loin de nous ici l'idée d'étudier en détails cette dépression, il importe cependant de souligner certaines de ses causes et surtout comprendre pourquoi d'une crise locale on passe à une crise généralisée qui, après avoir balayé l'Europe gagne les colonies, notamment la Mauritanie et y laisse sa trace.

Précisons tout d'abord que "l'onde de choc", partie de Wall Street un certain " jeudi noir " d'octobre 1929, et se propageant par la suite, s'inscrit dans une évolution économique qui, du début du XXes, et même de la fin du XIXe est marquée par l'alternance de phases d'expansion accélérée, brisée par une récession avant que ne s'amorce une nouvelle reprise. Aussi peut-elle être vue, en l'inscrivant dans la durée, comme une des conséquences de la Première Guerre mondiale, car après la guerre tous les pays, sauf les USA, sont à " plat ". Son " universalité " s'explique encore par sa nature même car il s'agit avant tout d'un déséquilibre financier, d'une crise boursière dont le détonateur est le krach de Wall Street, lequel a multiplié en 1929 les faillites bancaires. Et comme les banques, telles une toile d'araignée par la solidarité qui les lie, constituent le rouage de l'économie libérale, la dépression gagne rapidement le monde en complexité et en gravité. l'Europe est à son tour frappée de plein fouet, et la bonne santé économique de la France -Poincaré vient de redresser l'économie et dévaluer le franc (25 juin 1928) pour en faire une monnaie solide- ne lui permet d'échapper qu'une année. Les effets de " l'érosion " ne tardent pas aussi à franchir les frontières de cette Europe et, dans une suite logique affectent les colonies. Prenons l'exemple de l'Afrique française et opérons une rapide descente en escalier en partant du général concernant cette région et la crise, pour venir en Mauritanie en passant par le Sénégal, point de passage obligé, celle-là étant considérée comme périphérie de celui-ci.

La crise atteint l'Afrique au milieu de 1930 et surtout en 1931 en raison du rôle d'amortisseur joué par la France qui, jusqu'à cette époque, résiste aux premiers soubresauts. Mais il est à souligner qu'ici aussi cette crise n'est pas un accident. Ses premiers symptômes se firent sentir dès 1927, et l'on peut retenir, entre autres, la dépression consécutive à la " stabilisation " du franc, et même remonter bien avant et voir qu'il " fallut la secousse de la guerre pour montrer la désorganisation des circuits commerciaux traditionnels, puis le rôle stratégique bientôt vital (des colonies) (...) dont l'intégration de plus en plus étroite à la sphère économique métropolitaine par des échanges réciproques protégés les avait dangereusement isolées du marché mondial » (1). La baisse des importations dès 1927 en

dit déjà long sur la situation difficile en milieu colonial et met en lumière " un renversement de tendance précoce et durable (1928-1935) "(2).

Pour nous édifier, il suffit à ce propos de souligner qu'avec l'effondrement des cours (accéléré dès le second semestre 1930) les faillites se multiplient et la dévaluation (1931) entraîne une chute des exportations, et, partant réduit le pouvoir d'achat de l'Africain. Les recettes douanières baissent, le budget général est atteint, surtout celui de l'A.O.F. La crise exige le concours de la métropole, alors que celle-ci voit mal venir la solution. Essayons d'être plus précis et prenons l'exemple d'une région, le Sénégal, pour mieux saisir la dimension du phénomène.

La baisse des cours des oléagineux, non seulement ébranle l'économie des territoires mais elle montre " la forte sensibilité aux variations de la conjoncture internationale des économies des pays dont la production est en grande partie le fait d'un seul produit "(3), de surcroît agricole et dans une région à climat capricieux. Telles sont les caractéristiques de la monoculture arachidière sénégalaise. Là aussi les années précédant la crise l'annonçaient déjà. Le " boom économique " de la période 1925-1927 cède la place à un malaise croissant, surtout à partir de 1928. Et la production particulièrement bonne de 1929-1930 ne sera pas d'un grand secours, car les prix se sont effondrés, la concurrence entre les commerçants, de plus en plus nombreux, compliquant d'avantage la situation. C'est donc sur ce terrain particulièrement « favorable » " que va se répercuter la crise mondiale "(4).

D'économique, celle-ci devient vite politique, sociale, comportementale même, et ce qui vaut pour l'un vaut pour l'ensemble. Les faillites nombreuses et un chômage croissant traduisent l'état d'un commerce européen en difficulté et d'une vie qui renchérisait sans cesse, alors que " les indigènes n'écoulaient plus leurs produits qu'à des prix fort bas ", et surtout sur un marché que la métropole « n'avait guère songé encore à organiser ». Aussi, à travers ses conséquences fiscales, et en raison des réclamations du capital colonial, exige-t-elle l'aide de la métropole et son interventionnisme accru dans les affaires économiques. C'est donc la " politique de soutien "(dont d'ailleurs les maisons commerciales ne voulaient pas), d'assistance par l'Etat, notamment à travers les SIP (Sociétés Indigènes de Prévoyance), et la tentative de réorientation des capitaux métropolitains vers les colonies, ce pourquoi " l'Exposition Coloniale " de Paris (1931) est organisée.

Mais dans l'ensemble les résultats concrets sont peu perceptibles (même si l'Exposition brosse un tableau " trop beau " du domaine colonial). Et, dès l'instant où, comme nous l'avons déjà souligné, ce qui se passe au Sénégal a ses ramifications en Mauritanie, il va sans dire que la situation ne peut y être meilleure. Voyons donc cette Mauritanie et la crise.

B°/ D'une dépression mondiale à une catastrophe locale: Situation préoccupante d'une Mauritanie déjà en crise, et qui reçoit la crise.

En plus des facteurs généraux ou régionaux que nous venons de voir, il est d'autres (politiques, économiques, sociaux) spécifiques à la Mauritanie, et qui, situés dans le " cours terme " montrent que la grande crise trouva devant elle une autre, plus locale. Nous retiendrons comme facteur le plus déterminant, le climat. A ce propos il importe de noter que la crise économique commence ici par une crise climatique, ce qui ne surprend point, eu égard à la régression intercyclique structurelle caractéristique de la région. Il

suffit, pour constater la balance, de comparer les moyennes pluviométriques des années 1929, 1930 et 1931 pour une région donnée. Par exemple pour la station de Boullimit - que nous pensons refléter à la fois la tendance au Nord et au Sud -, on constate que de la relativement bonne pluviométrie de 1929 (240 mm) on descend à 207,9 mm en 1930 pour chuter à 67,1 mm en 1931. D'ailleurs, dans le Nord du cercle les signes avant-coureurs sont déjà manifestes puisque " depuis trois ans (...) les pâturages sont détruits soit par les acridiens, soit par la sécheresse "(5).

Mais, dès l'instant où il est admis qu'en raison du rôle d'écran joué par la France, l'Afrique n'a été affectée qu'en 1931, que pour la Mauritanie les deux crises se combinent et se confondent, nous proposons donc, sans les dissocier, de faire une analyse évolutive à partir de cette année 1931 pour voir le changement. Nous retiendrons simplement de 1930 quelques éléments traduisant déjà le malaise. On note ainsi cette diminution sensible des pluies menaçant un oekoumène aux limites déjà restreintes(6). Les cours en AOF, ayant subi " une baisse généralisée qui atteint gravement les revenus agricoles, " touchent par ricochet l'éleveur, et la situation est telle que le Gouverneur général Carde décide la création de " l'Office de l'alimentation indigène "(7), dont le rôle, d'ailleurs, tout comme les S.I.P sera limité, surtout en Mauritanie. Sur le plan socio-politique la conjoncture désavantageait nettement les Maures. Par exemple, au Trarza - déjà maîtrisé-, où Ahmed Salem III venait de mourir, Ahmed Ould Deld est reconnu comme successeur, mais l'émirat " est supprimé en fait "(8) puisque, en vertu de l'article 7 de l'arrêté du lieutenant gouverneur de la Mauritanie, " son action politique est entièrement subordonnée à celle du Gouvernement ", et l'article 2 le soumet " à la réglementation applicable aux chefs indigènes de la Colonie "(9).

Le moins que l'on puisse dire et que les années 30 commencent mal aussi pour le pays maure. A quelques nuances près, on peut lui appliquer le même tableau descriptif que pour le Sénégal, sauf qu'on parlera ici, de " monoproduction arachidière " et là, de " monoproduction animalière " (entendons vente de bétail) sur lesquelles repose désormais une complémentarité(elle est en fait beaucoup plus ancienne) condamnant la région à une évolution commune, et dont le centre de gravité économique et politique demeure toutefois au Sud. Ainsi, et par souci de clarté, nous proposons, dans une promenade du descriptif à l'analytique, de dégager d'abord la tendance générale de ces années de crise, après quoi nous essayerons d'en saisir les incidences.

II°/ Dynamique du phénomène: les années difficiles et leurs incidences (1930-35)

A°/ Survol historique de l'évolution d'ensemble.

La crise atteint, en 1931, une Mauritanie sèche, aux finances " obérées "(10), à économie étroitement dépendante de ses exportations et fragilisée surtout par la mévente du bétail et la pénurie du mil au Sud (acheté pour les troupes). Les rapports administratifs corroborent en effet cette assertion. Prenons, encore, l'exemple du Trarza, zone de passage et région de convergence, les périodes difficiles, des populations nomades du Nord. Dans le Nord du cercle, " pluies insignifiantes à Akjoujt (6 mm), et aucun khatt coulé "(11) . Dans l'ensemble on parle d'un " état lamentable du cheptel camelin ", de " pluies d'hivernage en retard ", des pasteurs Oulad Bousba, Barikalla, Oulad Lab et Graa' qui évacuent la zone septentrionale " pour sauver leur cheptel" (12).

Sur ce fond sombre le pays est alors affecté par la dépression mondiale, et les effets ne tardent pas à se manifester. Nous pouvons en saisir la dimension à travers deux paramètres, le commerce des animaux et la rentrée des impôts, qui sont en fait très liés, le premier déterminant le second.

Le trafic des animaux connaît de sérieuses difficultés. La mévente est non seulement liée à des facteurs d'ordre climatique mais aussi et surtout à des prix qui, variant avec l'état économique général, car suivant les cours des arachides et de la guinée, connaissent pour 1930-1931 une chute telle que par exemple les chameaux qui étaient payés 1400 à 3000 Frs entre 1925 et 1930 (13) ne peuvent être revendus plus de 5 à 600 Frs(14) . Le " catastrophisme " fait que, pour couvrir les besoins et surtout payer l'impôt, il fallait vendre encore plus de bêtes, ce qui, ajouté aux effets de la sécheresse et des épizooties, met le nomade dans une situation peu enviable. Le fisc naturellement s'en ressent.

L'impôt rentre de plus en plus difficilement et de moins en moins comme il se doit. Le rapport du premier trimestre 1931 de la subdivision de Boutilimit souligne - et cela vaut pour les autres - qu'en raison de la crise économique générale et de la mévente du bétail tous éprouvent des difficultés à se procurer l'argent nécessaire pour le paiement des taxes fiscales(15) ", raison pour laquelle aussi la rentrée de celles-ci avant la fin de l'exercice" demandera en 1931 un plus gros effort que précédemment "(16). Même la " fermeté " de l'administration, se souciant seulement de son profit, ne suffit pas, des reliquats d'impôts resteront toutefois à percevoir(17). En effet le pays manque de ressources, et l'économie est fragilisée par la mévente d'un cheptel lui même en crise, comme le montre le recensement et les valeurs - quoique à prendre avec réserve - qu'en donne " l'Exposition Coloniale de Paris ". On peut même avancer que c'est cette crise qui a été à l'origine de la création d'un " Service de transport automobile ", lequel commence à fonctionner en 1930(18) et surtout 1931, assurant " avec camionnette Latil " la liaison Rosso - Atar par Nouakchott. Le but est " d'alléger les charges que l'accroissement des biens administratifs (et le ravitaillement de l'Adrar) faisaient peser sur le cheptel bovin et camelin "(19) .La " fermeté" se veut donc un moyen destiné à compenser le manque à gagner et l'absence d'une solution de rechange. La pauvreté de la Mauritanie se traduit aussi et surtout par le fait que, loin de s'autosuffire, "une subvention plus au moins importante lui a été toujours nécessaire et lui sera indispensable tant qu'il ne sera pas possible de réduire ses charges, notamment celles résultant de l'entretien des forces de police, et d'augmenter ses ressources par un développement économique "(20). Le tableau - doré, et pour cause - de la progression de ses ressources propres, et leur place dans le budget local, est éloquent quant au déséquilibre. Par exemple en 1930 celui-ci est arrêté à la somme de 14943000 Fr, alors que les ressources propres s'élèvent à 9662000 Fr(21). Mais revenons au déroulement de la crise et voyons comment les années qui vont suivre seront-elles difficiles.

L'amélioration, en 1932, de la pluviométrie (203,4 mm à Nouakchott)(22) passe presque inaperçue, du moins sur un plan économique général. La crise qui sévit ne paraît par sur le point de disparaître et " rend de plus en plus difficiles les conditions d'existence des Maures "(23). En effet leurs principales ressources, le bétail et la gomme(24) , ont atteint des prix trop bas, celui du chameau notamment, baissera jusqu'à 400 - 900F pour 1932 - 33-34(24). L'inquiétude est grande et apparaît, entre autres, à travers la rentrée du fisc, car " précédemment l'argent provenant de la traite servait à payer l'impôt de l'année en

cours et cette année (1932) il va servir à payer l'année précédente "(25). D'ailleurs le doute plane quant à la possibilité de réaliser une telle opération. L'incertitude du climat et les épizooties, jointes à une baisse continue des cours obligeant à vendre beaucoup pour avoir peu, deviennent préjudiciables et se répercutent sur l'effectif du cheptel. Cela se traduit par une diminution, parfois sensible, du nombre. Prenons l'exemple des années 1928, 1931 et 1933 pour voir l'évolution.

Année	Bovins	Ovins-Caprins	ânes	Chevaux	Chameaux
1928	313037	2237588	74554	4124	50681
1931	289005	2472259	103083	4625	50922
1933	257324	1920772	55515	3926	58564

Ce tableau, qui à notre sens reflète peu la réalité, mais que nous maintenons, faute de mieux, laisse apparaître quelques disfonctionnements qu'il faut souligner. D'abord, le cachet publicitaire apparent de 1931 (Exposition coloniale) nous fait penser à une période " faste " alors que la situation est celle que nous venons de voir. Ensuite, au delà des lacunes, la tendance montre que les bovins suivent une diminution assez " normale " alors que les ovins-caprins, les ânes et les chevaux connaissent une évolution en dents de scie, le tout lié en partie à la forte baisse des prix.

Seulement voilà qu'en 1935 le climat connaît une amélioration porteuse d'une lueur d'espoir après tant de souffrances. En effet alors que Rosso accuse encore un déficit (114,9 mm, contre 173,1 en 1934) le reste de la région enregistre une augmentation assez sensible: Mederdra (217,7 mm, contre 140,2 mm en 1934), Nouakchott (93, contre 42). Plus au Nord, le Commandant de cercle de l'Adrar parle de fortes pluies inondant Graret el Egdé à l'Ouest d'Aioun Lebgar, non arrosée depuis une douzaine d'années, et de la batha de Ouadane qui coula " deux fois abondamment "(26). Mais revenons sur les incidences de ces années de crise et sur l'évolution économique et sociale qu'elles ont générée.

B°/ Applications et implications du phénomène.

Les années de crise eurent certes des incidences, mais le changement traduit une emprise peu profonde aussi bien sur le plan politique, économique que social. Prenons d'abord, et en bref, l'exemple de l'action politico-militaire, support de l'oeuvre coloniale ou considérée comme telle, pour mesurer les difficultés de la conjoncture et comprendre que les mutations n'aient pu être que limitées.

1°/ Les conséquences politiques de la crise

Alors qu'en théorie la maîtrise s'achevait -difficilement- en 1934, avec la jonction en Avril, au Sud de Tindouf(27) entre le Commandant Bouteil et les éléments d'Afrique du Nord du Général Giraud et du Colonel Trinquet, puis en décembre à Ain Bentili et à Tindouf, la résistance, bien qu'en perte de vitesse infligeait encore de sérieux revers aux troupes coloniales. L'on peut même avancer que paradoxalement elle trouva dans la crise une certaine énergie, nourrie, notamment au Nord, par une propagande maraboutique " tous

azimuts ". Sur le terrain cela se traduit par des opérations lourdes de conséquences et remettant en cause une " oeuvre " somme toute fragile. C'est dans ce cadre que l'on peut inscrire, notamment, l'attaque du Groupe Nomade d'Atar (1931). Aussi, l'année 1932 peut elle être considérée comme un " toit " puisque riche en événements concernant à la fois les forces et faiblesses des deux camps. D'une part elle est marquée par la réorganisation de la résistance dans le Zemmour et le départ en dissidence de l'Emir de l'Adrar Sid'Ahmed Ould Aida, lequel tua le Lt Mussat chargé de l'arrêter, avant que le Cocq ne lui fasse subir le même sort, le 19 mars. Précisons que dans ce départ la crise économique qui sévit aura joué un rôle déterminant, l'Emir sentant s'amoindrir son influence et se rétrécir son ~~sa~~ matérielle. D'autre part, cette même année, le 17 Août à Moutounsi (Nord de Nouakchott), un rezzou Oulad Dleim faisait subir au G.N. du Trarza (Capitaine Delange) de lourdes pertes, tuant, entre autres, le Lieutenant Mac Mahon.

Mais c'est peut être là, sinon la dernière du moins l'une des dernières " cartouches " de la résistance(28). Les succès français reprennent en 1933, avec, par exemple, la soumission des Rgueibat à Atar, la création à Idjill du poste de Fort - Gouraud (11/05/1933). La réussite est encore plus nette en 1934 (jonction des troupes) et 1935 avec l'occupation du Sud marocain, coupant les " résistants " de leurs lieux de rassemblements et de ravitaillements en armes. Toutefois, on note que l'occupation est plutôt une occupation de terrain, non des hommes et encore moins des esprits. Les rapports avec la population sont limités, et la chefferie administrative, courroie de transmission et agent d'exécution des ordres est loin de remplir son rôle, ce que confirme cette note du Commandant de Cercle de Boutilimit en 1933: " Au risque de formuler un aveu d'impuissance, je suis contraint de reconnaître qu'en l'état actuel, les chefs nomades, quels qu'il soient (...) sont dans l'incapacité complète de faire exécuter eux mêmes la plupart des ordres de l'Administration. .." (30)

Négligence donc ou volonté délibérée de marginalisation, la politique mauritanienne de la France cachait mal une détermination affichée à maintenir la colonie dans une situation de périphérie. A tous les échelons de l'administration centrale de L'AOF personne n'en voulait, ou presque. Même dans sa " propre capitale, " Saint-Louis, elle est considérée comme " absente ". Il suffit à ce sujet de voir la réponse du maire de la ville à la lettre du gouverneur p.i. Chazelas demandant à ce que le territoire soit invité à désigner un représentant à la Commission municipale des fêtes publiques du 14/7/1935. Les propos du maire sont on ne peut plus éloquents: " j'ai le regret de ne pouvoir accepter. En effet l'administration centrale de la Mauritanie n'est pas sur son territoire et de ce fait ne peut prendre part aux délibérations de la Commission municipale des fêtes de Saint-Louis.(31). Une telle situation ne peut qu'avoir son poids, et les mutations, bien qu'apparentes, sont tout de même lentes. Passons à un autre facteur d'évolution, le facteur économique.

2°/ Les retombées économiques

La crise, en principe facteur de rapprochement et d'accélération de l'intégration, dévoile non seulement la fragilité du système économique et la dépendance de plus en plus accrue de la Mauritanie, mais aussi traduit sa première inscription dans la « mouvance » moderne. Mais cette inscription, soit dit en passant, ne peut être que timide et imparfaite par ce que peu préparée, peu stimulée de l'extérieur et se souciant peu d'accroître la production. Le fait est que l'administration coloniale n'a pas trop cherché à changer le mode de vie du Mauritanien, mais a fini par subordonner ce mode de vie aux impératifs du

moment. C'est ainsi que l'élevage devient une réponse aux exigences du développement du Sénégal, l'impôt étant l'autre principale source économique de la colonie, et ce à un moment où le sel ne suffisait plus (32), la gomme était en perte de vitesse (33) le poisson peu exploité et le fer encore "caché". Essayons d'abord de dire deux mots sur l'évolution pendant cette conjoncture difficile, après quoi nous nous intéresserons aux incidences.

La première remarque à faire est que cette évolution, comme on l'a déjà vu, est lente. La colonie bénéficia peu du soutien de la métropole, et, même sur un plan général, l'aide au développement ou la mise en valeur sera freinée par la récession, laquelle marque "un retour à l'Exclusif". En 1931 le troc rythme encore pour l'essentiel les échanges, et "les difficultés de communication, la faible densité des populations et de la production, l'absence de centres peuplés dans l'intérieur n'ont en effet pas permis aux commerçants d'installer des comptoirs à l'écart du fleuve" (34). La vente de bétail s'effectue surtout au Sénégal, "ce qui rend ardue l'évaluation exacte du commerce de la Mauritanie", et ce que compense le versement reconnu officiellement à celle-ci "d'une ristourne forfaitaire annuelle consentie par le Sénégal sur la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe additionnelle à la patente" (35).

La seconde remarque est que les répercussions de la crise ne tardent à se manifester, il n'est pas difficile à ceux qui vivent avec les Maures de se rendre compte des grosses difficultés qu'ils éprouvent et de "la misère qui a déjà atteint les plus petits" (36). La "misère" se lit aussi à travers une baisse du pouvoir d'achat qui n'a pas manqué d'affecter la colonie, notamment son maigre budget dont les ressources, constituées en partie par la recettes douanières (intégrées à celles du Sénégal), donc dépendant des droits d'entrée sur les produits importés et des droits de sortie sur ceux exportés, connaissent une régression, amplifiée encore par l'absence d'un contrôle rigoureux sur une classe commerçante en prolifération sur le fleuve et plus au Sud. Précisons toutefois que les efforts entrepris dans ce sens par l'administration, notamment avec le décret du 9 novembre 1933 visant à introduire une véritable révolution économique où les SIP auront à jouer le rôle de centre commercial devant organiser la vente des produits, seront peu efficaces surtout en Mauritanie. (37) Ces deux remarques donc faites revenons un peu en arrière pour mieux cerner les mutations que la crise a engendrées

Comme il a été déjà dit les guerres et les crises ont toujours précipité les gens les uns vers les autres. Nous mettrons une fois de plus l'accent sur trois leviers qui nous semblent déterminants dans le changement, à savoir le secteur "animal et céréalier", le transport et le commerce "boutiquier", tout en soulignant les difficultés inhérentes à la crise.

Le trafic de bétail constitue, par ses implications un des moteurs de la mutation. Mais la première difficulté à souligner est que cette principale base de l'économie maure, bien que la plus "intégrée", se trouve être sérieusement touchée à la fois par la sécheresse et la crise. Celles-ci la fragilisent en effet, et, partant limitent le pouvoir d'achat du nomade et le détournent des grands points de vente. Le résultat est un recul dans les exportations, au moment où la spéculation, la baisse des prix des céréales et le poids des charges fiscales obligent à vendre davantage de têtes et souvent à des prix dérisoires.

Pour pallier ce déficit, parer aux difficultés liées à la "cherté toujours croissante des céréales", et comme signe d'évolution, « diverses fractions d'origine berbère furent amenées à cultiver elles mêmes une partie des graines nécessaires à leur alimentation » (38).

L'administration y joua, d'ailleurs, et surtout, un rôle de soutien à travers des primes d'incitation et une assistance qui se veut de plus en plus effective(39). Cette reconversion plus importante que par le passé renvoie, sur un plan général, à un autre phénomène, le " foncier traditionnel ", que la colonisation remet en cause, inaugurant ainsi une nouvelle vision des rapports avec la terre et une forme d'appropriation (40) jusque là absentes. En effet, alors que la jouissance était déterminée par les coutumes locales ou la loi coranique, le droit de conquête transforme celles-ci en terres domaniales. De là on assiste à une cassure de la propriété et de la solidarité collectives - un des principaux buts de la colonisation -, et, désormais, le désir de faire reconnaître des droits individuels conduit les cultivateurs à demander l'immatriculation de leurs terrains suivant la procédure " très simple " instituée par l'arrêté du 8 octobre 1925 du Gouvernement général de L'AOF.(41). Nous nous limiterons là à ces quelques éléments sur le bétail et les cultures pour passer à un autre facteur clé de mutation et de rapprochement, les transports " libres ".

Ce secteur ouvre aussi aux Maures de nouvelles perspectives et leur procure une ressource économique dont ils ont grand besoin, et sur laquelle ils se ruent. La reconversion est telle " qu'alors qu'il y a un an les transports étaient pour nos indigènes une lourde charge, la période de crise économique actuelle en a fait pour eux une source de revenu qu'il recherchent activement (...) surtout si l'on considère que les prix des transports de la tonne par les Messageries varie entre 30 et 35f alors que par caravanes, pour atteindre le parallèle de Rosso, il faut compter entre 150 et 200f suivant les marchandises transportées » (42). Cela est certes non négligeable mais là aussi la célérité du changement est ralentie par certaines difficultés qui font qu'avec la crise les animaux ne sont plus disponibles ou peu à même de couvrir les besoins, d'où la création du " Service des transports automobiles " destiné à alléger les charges pesant sur le cheptel bovin et camelin.(43) On débouche ainsi sur une complémentarité " voiture - chameau ", ce dernier toujours incontournable par ce que plus adapté " aux besoins d'une population clairsemée ainsi qu'aux impératifs d'une production et d'une consommation fractionnées à l'extrême. "(44).

Toutefois, et en l'absence d'un chemin de fer, que les problèmes de rentabilité " ne justifient pas " (45), la voiture, gagnant de plus en plus de terrain sur le vaisseau du désert assurera la plus grande partie du " trafic ". Et c'est surtout la maison Lacombe, adjudicatrice des transports automobiles Rosso-Atar depuis 1935, (46) qui se place aux commandes de ce secteur en Mauritanie. Malgré tout, le chameau (dromadaire) reste actif, notamment au Sud, et d'ailleurs même les indigènes effectuant le transport d'arachide " se transformaient pour la raison en véritables entrepreneurs de transport ".(47). Cela finit par réveiller en eux une mentalité certaine et spontanée(48).

Le commerce "boutiquier" ou de "détail" fut un autre pôle d'attraction que la population essaya d'explorer pour "joindre les bouts". Mais avant d'aller plus loin, qu'il nous soit permis d'attirer l'attention sur certaines limites ne militant point en faveur d'une grande promotion de cette activité. En effet la mentalité nomade " rigide ", le déficit démographique, l'absence d'un secteur économique fiable, le tout sur toile de fond d'insécurité, s'opposent à un développement de la production, à une naissance d'une infrastructure urbaine drainant les produits et les hommes, et, partant, à une réelle forme d'enrichissement(49). Face donc à une telle situation à l'intérieur, le Maure trouva dans les échanges au Nord, et surtout au Sud, et en plus des transports, une nouvelle frontière " heureuse ". Ici aussi les résultats ne se firent pas attendre.

Rappelons d'abord que l'attrait qu'exerçaient le Sénégal et le Sud sur les esprits est de beaucoup antérieur à la colonisation. Il suffit d'interroger l'histoire des relations avec les principautés noires de la région, ou simplement de souligner la place des Idaou el Hajj (Darmanours) dans le commerce de la gomme(50), ou encore le rôle joué par d'autres groupes (Tendgha, Tachedbit, Aroueïjat) dans les transports arachidières. Mais la nouveauté est que l'installation, de plus en plus importante, par ce que signe d'intégration et de réponse aux pressions du besoin, se fera sur de nouvelles bases, avec de nouvelles méthodes et une nouvelle mentalité. Autrement dit les circuits changent et change aussi la philosophie.

En effet, on se risque de plus en plus loin et surtout dans un " nouveau " petit commerce de détail offrant de plus en plus de débouchés. Cette nouvelle orientation vers le secteur d'échanges devient désormais effective avec la crise mais aussi avec le déplacement du centre de gravité vers le Sud. L'émigration nomade en zone sédentaire épouse ainsi le mouvement de translation, et, après le fleuve, Louga et le bassin arachidier, Dakar devient le principal point de chute. Le tableau évolutif et comparatif ci-après, au delà des réserves qu'on peut émettre quant à sa précision, donne tout de même des ordres de grandeur assez éloquentes sur la présence maure dans la capitale de la Fédération de l'AOF de 1933 à 1936.

Année	Hommes	Femmes	Enfants	Totaux (51)
1933	870	237	152	1259
1934	983	265	179	1427
1935	1081	291	196	1568
1936	1902	1202	1392	4396

En mettant de côté l'année 1936, on peut noter que la progression est assez régulière, et que ce sont les hommes qui, pour des raisons évidentes, émigrent le plus, suivis par les femmes puis les enfants. On peut d'ailleurs supposer qu'il s'agit du schéma traditionnel , où, après son installation, l'homme finit par faire venir les siens, et les séjours s'espacent et même parfois laissent place à une fixation définitive. Mais cela est rare, en gros l'année est divisée en deux séjours, l'un au Sénégal , l'autre en Mauritanie. Par extrapolation on peut aussi avancer que dans les principales villes du Sénégal il y a une présence maure mais elle est difficilement chiffrable. Il en est de même plus au Sud puisqu'en 1934, par exemple, on nous signale 200 Maures, environ tous boutiquiers à Bathurst (Gambie) (52), phénomène qui sera plus net surtout à partir des années 40.

Pour récapituler l'on peut dire, en empruntant cette image à Richard Molard, que par leur impact le commerce de bétail, les transports chameliers, " bourriquetier " et automobile, joints au signe monétaire des Blancs " entraînent des remous profonds au fond de la brousse, qui donnent un sens tout nouveau au travail, à la production, aux échanges et font germer une idée de progrès qui était étrangère à des peuples traditionnellement repliés sur eux-mêmes"(53). A cette ouverture on peut ajouter, à partir des années 1934-1935, notamment au Nord (Adrar), une certaine amélioration, légère certes mais qui s'opère quand même, favorisée par la paix et favorisant la production. L'exemple des quantités de mil récolté dans la région confirme la progression.

1933 : 10T

1934 : 13T

1935 : 108T(54)

Loin de couvrir les besoins des populations du cercle (20 000 hbt), puisque beaucoup de mil qui se vend à Atar arrive du Tagant(55) et même plus au Sud, cette production est cependant assez " importante " pour qu'elle soit mentionnée, et de surcroît dans une région et une conjoncture peu favorables. Dans ce même ordre d'idées, et pour être un peu plus complet, il importe de souligner quelques-unes des incidences sociales de cette conjoncture particulièrement difficile.

3/ Les incidences sociales

D'emblée le constat est que celles-ci ne peuvent guère être très importantes, la caractéristique d'ensemble étant le " retard ". En effet, bien que la crise-tout comme la colonisation - soient des éléments de remaniement social, le cadre général, vu de l'extérieur, semble comme presque inchangé. Mais à y regarder de plus près, on peut déjà discerner une certaine évolution, ou du moins " un curieux mélange d'inspirations traditionnelles et empruntées"(56). Les raisons du retard sont multiples. D'abord, la lenteur du rapprochement s'explique surtout par l'absence de recherche d'une politique basée sur la confiance, ce qui débouche, aussi bien chez le Colon que chez le Maure sur une " phobie rampante " cachant cependant mal une certaine admiration réciproque reposant pour le premier sur la réussite matérielle et pour le second sur une fierté forgée par la religion, l'histoire et la géographie. On peut aussi retenir que dès l'instant où le progrès social (se reflétant à travers le niveau de vie, les salaires et traitements, la culture etc., et s'infiltrant par le contact, l'imitation et la démonstration), se répand plus vite dans la cité que dans le village et encore moins dans le campement nomade, la Mauritanie est donc déjà " mal partie ". Mais elle était condamnée à suivre, quoique à distance, une évolution en cours qui non seulement s'imposait d'elle-même mais dont le but était de remodeler le paysage social dans le sens d'en casser la cohésion, pour mieux le tenir et le transformer. C'est ainsi qu'en plus de l'école, et parfois en même temps, l'administration opérera par l'intermédiaire du travail, de la corruption, de l'enrôlement et de la libération des esclaves. Mais il y a lieu de noter que, sur ce dernier point, elle rentre vite en contradiction avec elle-même. Alors que sa " théorie " lui dictait le principe de " libérer ", son intérêt l'amena à se couler dans le moule maure maintenant et renforçant cette pratique. L'école illustre bien cette absence de vision claire et la " nécessité " de maintenir les inégalités, puisque y accueillir les élèves d'origines servile ou tributaire" risquerait de nuire à l'influence française et à notre prestige en pays maure en laissant croire aux lettrés musulmans que notre langue est réservée aux classes sociales les plus basses surtout que les Maures, jaloux de leur passé ne manifestent pas à l'égard de notre civilisation un enthousiasme excessif "(57). Le retard ainsi justifié, les incidences seront alors à l'image de l'enracinement de l'appareil colonial et à la dimension de l'intégration.

Parmi celles-ci on peut mentionner l'effet du protectionnisme, né de la dépression, qui limite les importations et écrase l'autochtone par la hausse des prix qu'il engendre. Comme autre indicateur il y a lieu de s'intéresser à l'évolution à travers, par exemple, l'habillement, riche en informations culturelles, sociales, économiques et politiques. Celui-ci, traduisant à la fois un signe de distanciation et un ancrage dans l'ancien, se réduisait et

s'amoindriait de plus en plus au point de devenir parfois même inexistant(58), ce que l'on retrouvera aussi et surtout lors de la crise des années " 40 ".

Mais, sans aller plus loin, admettons que l'évolution soit synonyme de rapprochement avec l'administration et de liens que le temps rend plus solides, auquel cas on peut dire que " c'est surtout dans la masse que se manifestent les premiers symptômes de rapprochement "(59). D'ailleurs la société se trouve dans son ensemble affectée, même si le changement s'opère plus rapidement et plus nettement au Sud, " chez l'élément maure et noir voisin des Ouoloffs"(60). Au Nord le contact reste encore plus difficile en raison de la distance, de l'ouverture sur le Maghreb et surtout de " la propagande xénophobe menée par les personnalités religieuses et aggravée par la crise"(61) .

Dans l'ensemble une telle situation poussait à chercher plus au Sud une réponse à cette dure conjoncture. C'est ainsi que, dans un élan de réadaptation, le Maure s'exporte vers le Sénégal utile, suivant surtout le glissement du centre de gravité économique et politique vers Dakar mais aussi essaimant dans le bassin arachidier. Et, comme il a déjà été vu, les réseaux d'accueil se densifiaient, les voyages plus ou moins préparés et les flux absorbés sans grande difficulté(62) .

Pour aller plus en profondeur on peut établir une typologie dégageant les effets du bouleversement au niveau des différentes classes sociales. Ainsi, bien que les féodalités restent puissantes on constate que ce sont les guerriers qui sont le plus affectés, car la paix (et plus tard le " rachat des hormas ") les prive de leur " nerf de vie ". Leur engagement dans les " goums " et les razzias contre les " rebelles " ne compensent pas ces pertes de revenus et de prestige(63) . Les marabouts par contre ont le vent en poupe. Leur poids augmente, et, en se tournant en nombre vers le Sud, ils trouvent dans le commerce, mais aussi dans les tournées religieuses (Ziaras) chez les Noirs musulmans, sensibles à leur savoir et à leur prestige"(64), une source économique non négligeable. Comme preuve du glissement du centre de gravité de l'influence du guerrier vers le marabout c'est Boutilimit qui fait figure de « capitale intérieure de la Mauritanie pendant cette période »(65). Les autres couches sociales, principalement les tributaires et les groupes de statut servile, croupissant sous le faix et l'effet des redevances dues à l'administration et aux " féodalités locales " trouvent, elles aussi, dans l'émigration une façon de se dérober à une situation de plus en plus difficile. La population noire, surtout, prend en nombre le chemin du Sud, et, sans grande difficulté, elle finira par se fondre dans la masse donnant naissance à des concepts nouveaux (" bzouga ", ou Djambour), résultant d'une telle installation et d'une interpénétration avec la population sénégalaise et recouvrant des aspects politiques (cassure de l'édifice socio-politique), économiques (main-d'oeuvre qui s'exporte) et sociaux (désir de se libérer et quitter le maître). Cela reflète déjà le malaise et le mouvement de fond qui gagnent le pays, et que l'administration considère comme indicateurs de transition.

Ainsi donc, après avoir eu beaucoup à souffrir de la crise, la Mauritanie, moins lotie que les autres colonies de l'AOF, et écrasée par l'impôt et la cherté de la vie, reprend lentement le souffle et regarde vers un avenir encore incertain mais qu'elle espère plus clément. L'année 1936 la confirmera, en partie, dans cet optimisme, quoi que le destin en décidera autrement.

Notes

- * ce texte est le résumé d'un travail dont le champ d'étude est la Mauritanie occidentale et qui s'intéresse aux mutations économiques et sociales qui y eurent lieu à la veille des années 30 "
- (1) Coquery Vidrovitch C. (sous la direction de) L'Afrique (Occidentale aux temps des Français colonisateurs Colonisés c - 1860 - 1960, Paris, La Découverte, 1992, p.133. Sur la crise, ses causes et ses incidences aussi bien en France qu'en colonies on pourra lire J.MARSELLI, Empire Colonial et Capitalisme français, histoire d'un divorce, Paris, A. Michel, 1984, qui en donne une lecture autre que celle donnée par Coquery Vidrovitch, Samir Amin....
- (2) Id. p 125. Certains font même partir la Crise jusqu'à 1930. La vision optimiste permet cependant de distinguer des phases moins mauvaises quoique la tendance générale est à la baisse.
- (3) Mersadier, Y., " La crise de l'arachide sénégalaise au début des années 30 " B.I.F.A.N., LXXXVIII, série B, n° 3-4, 1966, pp 826-877, p 826.
- (4) Id. p 828. L'auteur donne des détails sur les causes de la crise. On peut retenir par exemple le désordre du commerce (les maisons commerciales s'installent partout et concurrencent même leurs clients), des banques (concurrence et pratique frauduleuse du crédit), l'usage de plus en plus du camion qui, malgré l'absence d'un réseau routier développé, fait baisser les prix d'achat au producteur (transporte plus et fait payer moins) le tout modifiant sensiblement la physionomie traditionnelle de la traite et causant " un important manque à gagner pour les budgets de la Fédération " (Mersadier, p 859).
- (5) A.N.M., D 203, Rapport de tournée du Résident de Boutilimit, le 4-9-1931.
- (6) La mobilité nomade reflète ces limites restreintes puisque, on " valour absolu ", et exception faite du Sud et de quelques agglomérations oasiennes au Nord il s'agit presque, comme l'avance Th. Monod " d'un no man's land démesuré ".
- (7) ANM., D204, Dakar, Circulaire du 22-3-1930. Le but étant en principe de " faciliter l'acquisition des denrées aux populations menacées de disette ".
- (8) Dubié, P., " La vie matérielle des Maures " in Mélanges ethnologiques, Dakar, IFAN, n° 23, 1953, p 170
- (9) ANM, D2/15, Arrêté n° 364 du Gouverneur des Colonies Lt gouverneur de Mauritanie Chazal, St-Louis 16-6-1930. Le Chef de la colonie vint à Boutilimit pour annoncer officiellement à Ould Deid sa nomination, qui fut consacrée par l'arrêté n° 364 A.P. du 11.7.1930 (A.N.M. E2/15) et avec laquelle disparaît l'ancien régime de protectorat établi par la Convention de 1910.
- (10) Le Tableau évolutif du budget (1910/1928) tout en reflétant la marginalisation nous permet de faire un double constat. D'abord ni les ressources du pays, ni sa situation stratégique, et encore moins son contexte politique ne justifient un effort poussé. Ensuite dès l'instant où " la civilisation est fille de la circulation, c'est à dire des échanges " (Richard Molard, 1949, xi), l'absence de la Mauritanie est donc assurée.
- (11) ANM. E 2/85 Rappelons que la subdivision d'Akjoujt est érigée en cercle par arrêté général du 21 Octobre 1931 (E1/17 (ANM), Mauritanie à cercle Boutilimit, 14 Novembre 1931).
- (12) ANM D203. cette descente vers le Sud soulève la question de l'insécurité, dans une région loin d'être pacifiée encore, et où la résistance à toujours son mot à dire (le G.N. d'Atar attaqué).
- (13) ANM. D7. Lt Aubinière, commandant le premier Groupe Nomade d'Akjoujt, le 28/11/1934.
- (14) Dubié, P., op. cit., p 217
- (15) ANM. E2/15, Boutilimit, Rapport premier trimestre 1931.
- (16) ANM. E1/17, Boutilimit 7/7/1931, n° 604, l'Administrateur du Cercle du Trarza au Gouverneur de la Mauritanie.
- (17) ANM. D219; Boutilimit à Mauritanie, Saint Louis, le 31/12/1931. Dans n° 1242, réponse 137 F, on parle d'un reliquat d'impôts à percevoir dont, entre autres 282712, 46F d'impôt Zakat, 6821F d'impôt Achour?
- (18) Exposition Coloniale de Paris, 1931, p 28.
- (19) Toupet, Charles, « Le Problème des transports en Mauritanie », BIFAN, série B, tome 25 N°1-2, 1963/04, pp 80-106, p 96
- (20) Exposition Coloniale de Paris, p 55
- (21) Id. p 57. On y trouve le tableau ci-après de la progression des ressources propres de la Mauritanie pour la décennie 1920/1930.

Année	Montant	Année	Montant
1920	1741074,63F	1926	5952628,47F
1921	2519011,93F	1927	6526164,80F
1922	2485255,77F	1928	7193320,15F
1923	2722589,20F	1929	7464500,00F

1924	3415757,49F	1930	9662000,00F
1925	4205861,33F		

- (22) Mais cette reprise n'est que de courte durée, et malgré quelques pluies abondantes à Atar en 1932 (ANM, E2/85,25/8/32 n° 13 T) la régression en 1934 est visible : Mederdra (140 mm), Boutilimit (90,8 mm), Nouakchott (42,6 mm).
- (23) ANM, E2/15, Boutilimit 13/1/1932, Rapport quatrième trimestre.
- (24) La saignée a été pratiquée cette année, malgré l'interdiction, " comme elle ne l'avait jamais été au Trarza " (E2/15)
- (25) ANM, D7 Lt Aubinière, Akjoujt 28/11/1934
- (26) ANM, E2/15.
- (27) ANM, E2/85 le Commandant de Cercle de l'Adrar, Lettres n° 803 (Atar 7/8/1935) et n° 1210 (Atar 15/9/1935).
- (28) A Belguerdane, 350 km au Sud de Tindouf.
- (29) Jusqu'en 1958, au Nord, l'Administration avait toujours quelques soucis liés à une insécurité sous la surface
- (30) ANM D. 219. Le Cdt de Cercle de Boutilimit au Gr de la Mauritanie à St Louis, Boutilimit le 30/12/1933, n°996. Le décret du 5/4/33 réorganisant le commandement unique des confins algéro-marocains, et la Convention de Bir Moghreïn, de Décembre 1934 s'inscrivent dans cette optique.
- (31) ANM. E1/3. n°1158 c du 4 juillet 1935
- (32) Selon Dubié (p170) la taxe d'extraction (que l'arrêté 430/AP du 23/8/1930 fixe à 0,75F/100 Kg), rapportera : pour 1931 (26374F), pour 1932 (28723F), pour 1933 (15200F). D'ailleurs l'arrêté 590/AP du 14/9/1934 réserve l'extraction à l'Emir moyennant une redevance annuelle de 2500F au profit du budget " destiné à sauvegarder le principe de nos droits de souveraineté en matière domaniale " (Dubié, page 170).
- (33) La production en 1929 s'évalue à 2650787 Kg et pour le premier trimestre 1930 à 75280 Kg. (Exposition Coloniale, p32).
- (34) Exposition Coloniale, Paris, 1931, p 43
- (35) Id, p 44
- (36) ANM, E2/15, Subdivision de Boutilimit, Rapport du 13 Janvier 1932
- (37) Au 1/1/1931 cinq S.I.P. fonctionnent en Mauritanie. Au nord, par exemple, leurs efforts sont, en principe, axés sur « le reconstitution des palmeraies et l'amélioration des espèces ». Elles joueront aussi un rôle dans la « politique de l'eau » (puits) et le développement de la production. Mais c'est de la théorie.
- (38) Exposition Coloniale, p.29
- (39) Déjà en 1929 plus de six milles palmiers furent plantés, et les S.I.P projettent de faire encore mieux à travers la distribution des semences, le forage des puits...
- (40) Cette « appropriation » concerne surtout les parties utiles du territoire. Pour plus de détails sur le « régime foncier maure » voir Abdelwedoud, Production pastorale ...p.58
- (41) Dubié, op.cit, p 186
- (42) ANM, E1/40, Boutilimit 16/09/1931, Le Cdt de cercle du Trarza au Lt gouverneur de la Mauritanie au sujet des transports libres .
- (43) Toupet, Problèmes des transports, op. cit., p 96
- (44) Id ,P 95
- (45) Hubert, Deschamps, cité par Toupet (p 96) a déjà fait la remarque.
- (46) Dubié, Op Cit, p 212
- (47) Mersadier, op. cit., p839, qui donne des détails sur les conditions des transports, les méthodes, les profits à tirer et l'impact.
- (48) On dit que quand deux Maures se rencontrent l'un devient vendeur et l'autre, acheteur.
- (49) Hormis les vieilles oasis et les postes administratifs, la Mauritanie « préindépendante » n'a pas connu un développement urbain.
- (50) Voir notre mémoire de DEA. L'insertion Bidhane dans le commerce sénégalais, l'exemple des Idaou-el-Hajj- Université de Dakar, 1986
- (51) Dubié-Paul op. cit, p. 235
- (52) Id, p.p 145-146
- (53) Richard Molard, l'Afrique Occidentale Française, Paris, B. Levrault, Paris 1949, p.153
- (54) Dubié, op.cit, p. 235
- (55) ANM, D7, Lt Bentayou Commandant de la Subdivision d' Atar, le 23-1-1936.

Annales de la FLSH Université de Nouakchott N°6- 1999

- (56) Labouret, H, Colonisation, Colonialisme, Décolonisation, Paris, Larose, 1952, p 136.
- (57) ANM, E2/44, Chaigneau, Inspecteur des écoles, chef du Service de l'enseignement primaire, Saint-Louis le 1^{er} Octobre 1934.
- (58) Chez les plus aisés, c'est à peine que le strict minimum était assuré alors que les démunis circulaient parfois nus, ou presque
- (59) ANM. D 262, p. 36
- (60) ANM. E2/15, Cdt Cercle Trarza à Lt Gouverneur, Saint - Louis. Boutilimitt 15. Sept 1932.
- (61) ANM. E1/40, Gouverneur p. i.. à Cdt Cercle Adrar à Atar, 4.4.1932, qui lui délègue pour raisons de propagande une somme de 1000 Frs pour l'édification de la mosquée d'Atar.
- (62) Il s'agit du petit commerce boutiquier.
- (63) Suret Canale J., Histoire de l'Afrique Noire 1900-1945, Paris Editions Sociales, 1964, p. 521.
- (64) Ibid
- (65) Chasse, Francis de, Mauritanie 1900-1975, Paris Ed. Harmattan, 1984, p 86